

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

Valence, le 12 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



PRAL FREDDY
1135 route de Montmeyran
Quartier la Lozière
26120 LA BAUME CORNILLANE

Références : SB/2022/ 01367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 mars 2022 dans l'établissement PRAL FREDDY implanté Quartier la Lozière 26120 LA BAUME CORNILLANE. L'inspection a été annoncée le 15/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle réalisé dans le cadre du programme de contrôle pluriannuel. Le dernier contrôle a eu lieu le 15 janvier 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRAL FREDDY
- Quartier la Lozière 26120 LA BAUME CORNILLANE
- Code AIOT dans GUN : 0052600080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Élevage de poulets de chair autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 27 septembre 2006. Il est composé de deux bâtiments d'élevage (P2 et P3) d'une capacité autorisée de 56 000 emplacements de volailles. Depuis le dernier contrôle réalisé en 2019, l'exploitant a changé de production, il élève désormais des poulets de chair au lieu de dindes. Afin d'adapter les bâtiments d'élevage à cette nouvelle production, des aménagements ont été réalisés, notamment la création dans le P3 de grandes fenêtres équipées de volets roulants permettant de laisser rentrer la lumière du jour dans le bâtiment, le bétonnage des sols avec système de récupération des eaux de lavages pour le P2 et le P3, l'amélioration de la ventilation du P3 passée de stato-dynamique à dynamique. Le nombre de poulets mis en place a diminué. Il est actuellement de 21 000 et 31500 poulets soit un totale 52 500 poulets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bâtiments d'élevage,
- documents d'enregistrement de l'épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Autosurveillance – bordereaux de reprise d'effluents	AM du 27/12/13 art. 37 AM du 19/11/2011, article IV

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Elevage globalement conforme. Les bordereaux de reprise du fumier par l'unique repreneur sont insuffisamment renseignés, ce qui nécessiterait de prolonger cette inspection par un contrôle des documents d'enregistrement de l'épandage du repreneur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Conformité de l'installation à la demande d'autorisation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : conforme
Observations : les aménagements intérieurs des bâtiments ne constituent pas une modification notable. L'effectif mis en place (52500 poulets de chair) est inférieur à la capacité autorisée de l'installation (56 000 emplacements de volailles).

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Etat d'entretien du site
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 et 14
Thème(s) : Élevage, Zones à risque
Prescription contrôlée : Plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion recensées par l'exploitant
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Etat de propreté des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 - I.
Thème(s) : Élevage, Equipement de collecte des effluents
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.
Constats : conforme
Observations : les sols des deux bâtiments d'élevage ont été bétonnés et équipés d'un système de récupération des eaux de lavage.

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Défense incendie : Accès pompier
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes (installations postérieures au 1er janvier 2014)
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Défense incendie : DECI
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque ou de points d'eau, bassin, citernes d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m3 destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance
Constats : conforme
Observations : une borne à incendie à moins de 200 mètres de l'exploitation

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Défense incendie : extincteur bâtiments élevage
Prescription contrôlée : Extincteurs à eau (classe A pour bois, carton, fourrage) ou à poudre (classe B polyvalent) appropriés aux risques à combattre dans chaque bâtiment Complété si stockage fioul ou gaz d'un extincteur portatif à poudre polyvalente (classe B) de 6 kg avec précision « ne pas se servir sur flamme-gaz ». Complété par un extincteur portatif « dioxyde de carbone » (classe C) de 2 à 6 kg à proximité des armoires et locaux électriques.
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Défense incendie : affichage consignes sécurité
Prescription contrôlée : Affichage des consignes à proximité du téléphone et près de l'entrée du bâtiment avec les numéros de secours(18, 17, 15, 112).
Constats : conforme
Observations : certification de l'exploitation par l'organisme GLOBALG.A.P. portant sur la prévention des risques liés à la sécurité et à l'environnement, l'analyse et la maîtrise des risques sanitaires.

Nom du point de contrôle : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Installations électriques : vérification
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations électriques. Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
Constats : conforme
Observations : vérification électriques réalisées en 2020

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvement d'eau : limitation consommation
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
Constats : conforme
Observations : présence d'un compteur d'eau dédié au site d'élevage avec disconnecteur

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 - III
Thème(s) : Élevage, Capacité de stockage des effluents en zone vulnérable
Prescription contrôlée : En zone vulnérable, capacité de stockage conforme aux prescriptions du programme national d'actions (cf. arrêté ministériel du 19 décembre 2011) Effluents stockés au champ, traités ou transférés non pris en compte si justifiés
Constats : conforme
Observations : stockage du fumier sur parcelle d'épandage

Nom du point de contrôle : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 et 27-4
Thème(s) : plan d'épandage
Prescription contrôlée : Caractère complet et régulier du plan d'épandage – son dimensionnement et sa mise à jour
Constats : globalement conforme
Observations : plan d'épandage réalisé par la chambre d'agriculture en 2017 pour la production de dindes de chair. Sachant que la production de fumier est généralement plus importante pour l'élevage de dindes par rapport à l'élevage de poulets de chair et que la SAU a légèrement augmenté (la parcelle 98 de 1.79 ha doit notamment être intégrée au plan d'épandage), le plan d'épandage ne nécessite pas de manière immédiate une mise à jour complète.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31
Thème(s) : Élevage, Ventilation et odeur des bâtiments
Prescription contrôlée : I. - Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">— les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;— les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;— dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. II. - Gestion des odeurs. L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
Constats : conforme
Observations : l'effectif mis en place a diminué. La ventilation du P3 a été modifiée. Elle est désormais dynamique (avant stato-dynamique). Le lanterneau en faîte de toit qui permettait une ventilation naturelle n'est plus utilisé.

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article IV
Thème(s) : Élevage, Cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage et plan de fumure prévisionnel
Prescription contrôlée : Complétude et mise à disposition du cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage et du plan de fumure prévisionnel
Constats : conforme.
Observations : Enregistrement sur l'application Géofolia

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article IV
Thème(s) : Élevage, Cahier d'épandage - bordereaux d'épandage hors exploitation
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte : <ul style="list-style-type: none">- l'identification des surfaces réceptrices,- les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus- les quantités d'azote correspondantes- les dates d'épandage
Constats : non conforme.
Observations : les bordereaux de reprise du fumier sont bien tenus à disposition par l'exploitant mais sont renseignés de manière très incomplète (aucun renseignement concernant les îlots épandus)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suite : le cahier d'épandage du repreneur sera éventuellement contrôlé par l'inspection en vue de son contrôle.

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article I
Thème(s) : Risques chroniques, Cahier d'épandage : Zones vulnérables aux nitrates
Prescription contrôlée : En zone vulnérable à la pollution aux nitrates, respect des périodes d'interdiction d'épandage
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article III>1>c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévisionnel de fertilisation : ZVN
Prescription contrôlée : Calcul du besoins des cultures en azote disponible, conformément des références techniques disponibles
Constats : à priori conforme
Observations : l'exploitant utilise pour le calcul de la dose prévisionnelle en azote l'application Géofolia. Il s'agit d'une application qui a été agréée au niveau national mais qui montre cependant au niveau départemental de fortes différences notamment par rapport au référentiel régional au niveau de l'estimation du reliquat azoté (Ri), de l'effet précédent (Mr) et de la minéralisation de l'humus(Mh). 1) pour le tournesol, 95 kg/ha d'azote à apporter par la méthode du bilan avec Géofolia contre 80 kg/ha au tournesol en dose plafond en appliquant les références régionales; 2) pour du blé tendre, parcelle 29, dose d'azote à apporter calculée par l'inspection en utilisant les références régionales à 180 kg/ha contre 222 avec Géofolia; 3) pour de l'orge, dose d'azote à apporter calculée en appliquant les références régionales à 95 kg/ha contre 154 avec Géofolia.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article III>3
Thème(s) : Risques chroniques, Equilibre de fertilisation : ZVN
Prescription contrôlée : Respect des doses prévisionnelles d'azote (définies par le plan prévisionnel de fumure ou à partir d'un outil de calcul de la dose prévisionnelle d'azote agréé)
Constats : conforme
Observations : les doses efficaces d'azote effectivement apportées sont toutes très inférieures aux doses proposées par l'application Géofolia.

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2011, article III>3
Thème(s) : Risques chroniques, Equilibre de fertilisation : ZVN
Prescription contrôlée : Fertilisation azotée équilibrée à la parcelle (apports d'azote disponible conformes aux besoins des cultures)
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article V
Thème(s) : Risques chroniques, Cahier d'épandage en zone vulnérables à la pollution aux nitrates
Prescription contrôlée : En zone vulnérable à la pollution aux nitrates, la quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article VI
Thème(s) : Élevage, Cahier d'épandage : zone d'exclusion
Prescription contrôlée : Respect des zones d'exclusion définies dans le plan d'épandage
Constats : conforme

Nom du point de contrôle : IED – MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, MTD n°8 : efficacité énergétique IED : compteur électrique
Prescription contrôlée : Un compteur électrique par bâtiment et pour les seules activités des installations IED, sinon préciser quelles autres activités sont intégrées.
Constats : conforme